

ANALYSE DE L'INSTITUT DU QUÉBEC**ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2025 : DES LEVIERS ÉCONOMIQUES POUR FAIRE UNE RÉELLE DIFFÉRENCE**

Montréal, le 15 avril 2025. Face à la montée du protectionnisme américain et la reconfiguration du commerce mondial, tous les chefs fédéraux s'accordent sur la nécessité de renforcer notre économie et de rehausser la productivité, mais les actions qu'ils proposent pour y parvenir sont souvent moins claires. À la veille du débat des chefs fédéraux en français, l'Institut du Québec (IDQ) propose, en guise d'inspiration, une analyse sur cet enjeu économique majeur en portant un regard particulier sur la réalité québécoise.

« Dans le contexte socioéconomique actuel, trois actions clés devraient être priorisées par le gouvernement fédéral : construire davantage d'infrastructures pour accroître notre capacité productive, innover pour résoudre nos problèmes, et attirer et retenir les talents nécessaires à cette transition, déclare Emna Braham, présidente-directrice générale de l'IDQ. Car non seulement le fédéral a le pouvoir d'agir et de faire ainsi une différence majeure, mais prioriser ces actions aurait aussi des répercussions très bénéfiques pour le Québec, et le Canada dans son ensemble. »

1. Construire davantage

Pour construire davantage, il faudra non seulement accroître l'offre de travailleurs dans l'industrie de la construction par la formation et l'immigration, mais aussi en améliorer radicalement l'efficacité. Précisons qu'au Canada, ce secteur souffre actuellement d'un déficit critique de plus de 10 000 travailleurs dans les métiers spécialisés.

En tant que législateur et bailleur de fonds important, le gouvernement fédéral pourrait :

- Bonifier son plan d'infrastructure, inchangé depuis 2023, pour offrir plus de prévisibilité sur les grands projets, ce qui inciterait les acteurs de l'industrie à investir et à retenir leur main-d'œuvre qualifiée. Par ricochet, cette planification permettrait d'accroître la capacité de production du secteur et bénéficierait à toutes ses parties prenantes;
- Simplifier l'environnement réglementaire en réduisant les barrières administratives sous sa responsabilité afin d'accélérer les approbations de projets;
- Optimiser les processus administratifs actuels afin d'accélérer les projets et raccourcir les délais.

2. Innover

La productivité doit se définir bien au-delà du *faire plus avec moins*. Elle doit porter pour vision de créer davantage pour améliorer notre qualité de vie : logements, énergie propre, services. Cette transition passe par l'innovation, domaine où le Canada performe sous la moyenne de l'OCDE depuis trop longtemps. En plus des mesures fiscales pour susciter l'investissement, comme consommateur d'innovations et bailleur de fonds, le gouvernement fédéral pourrait :

- Soutenir davantage les entreprises à fort potentiel de croissance puisque les grandes entreprises exercent un effet d'entraînement significatif sur leurs fournisseurs et l'ensemble de l'écosystème d'innovation;
- Réduire les risques des technologies émergentes en garantissant des marchés initiaux comme le fait la DARPA américaine. Créée en 1958 et disposant d'un budget annuel de 4,4 G US\$, cette agence de recherche avancée finance des technologies de rupture ayant des applications concrètes comme Internet et le GPS. Sa réussite repose sur son lien direct avec un client garanti (la Défense), sa tolérance au risque et la grande autonomie de ses gestionnaires. Adopter ce modèle permettrait de surmonter l'impasse coût/échec qui freine l'innovation de rupture au Canada.

3. Attirer et développer les talents

Pour soutenir l'innovation face à la concurrence mondiale, le Canada et le Québec doivent attirer des talents internationaux et renforcer la formation dans des filières stratégiques.

Sans vision stratégique, les restrictions migratoires envisagées pour corriger la croissance mal gérée du nombre d'étudiants étrangers risquent toutefois d'être contre-productives. Ces barrières pourraient nous priver de talents essentiels et d'une opportunité unique dans cette guerre commerciale : attirer des scientifiques de renom qui songent désormais à s'illustrer ailleurs qu'aux États-Unis.

Les responsabilités partagées entre Québec et Ottawa créent une interdépendance complexe où les décisions fédérales influencent directement l'immigration québécoise. Pour faire une réelle différence, le gouvernement fédéral pourrait :

- Prioriser les immigrants hautement qualifiés afin de stimuler l'innovation;
- Soutenir l'attraction et la rétention des étudiants internationaux dans les filières stratégiques;
- Reprendre le contrôle d'une politique migratoire actuellement trop influencée par des acteurs externes (entreprises et établissements d'enseignement).

« La guerre commerciale que nous livre les États-Unis s'impose comme le protagoniste malveillant de cette campagne électorale. Et face à cette tempête, les gouvernements disposent d'une marge de manœuvre budgétaire plus réduite que lors de la pandémie. À l'heure où les crises s'enchaînent, notre défi ne consiste donc pas seulement à nous en protéger, mais à bâtir des navires plus solides pour les affronter », conclut Emna Braham.

-30-

Pour en savoir plus

Téléchargez le rapport [Élections fédérales 2025 : trois défis économiques à relever](#)

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi

contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère. www.institutduquebec.ca
| @InstitutduQC

Source

Liette D'Amours

Responsable des relations avec les médias

514 649-2347 — liette.damours@comredac.com